

La Creuse à grands traits

La Creuse est située au centre-ouest de la France sur les contreforts du Massif Central. Avec près de 120 000 habitants, c'est le deuxième département le moins peuplé derrière la Lozère. Longtemps marquée par un exode rural massif, la déprise démographique est aujourd'hui liée au seul vieillissement de la population. En effet, le département bénéficie d'une attractivité migratoire qui atténue la baisse de la population. Sur le plan économique, l'agriculture, essentiellement orientée vers la production extensive de bovins à viande, tient une place importante. Le secteur industriel, peu étoffé, s'avère relativement diversifié entre métallurgie, agroalimentaire et fabrication d'articles meublants. Le secteur non marchand est très présent, notamment les fonctions liées à la santé et à l'action sociale alors que les services marchands, à l'exception du commerce, sont peu développés.

Le chômage frappe plus par sa durée que par sa fréquence. Les revenus sont faibles, un Creusois sur cinq vit en dessous du seuil de pauvreté. En termes de niveau de vie, ce constat peut être relativisé par un accès au logement moins onéreux qu'ailleurs.

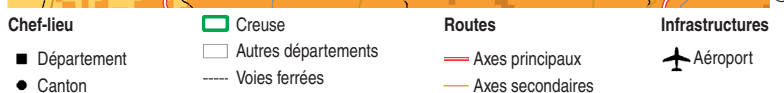
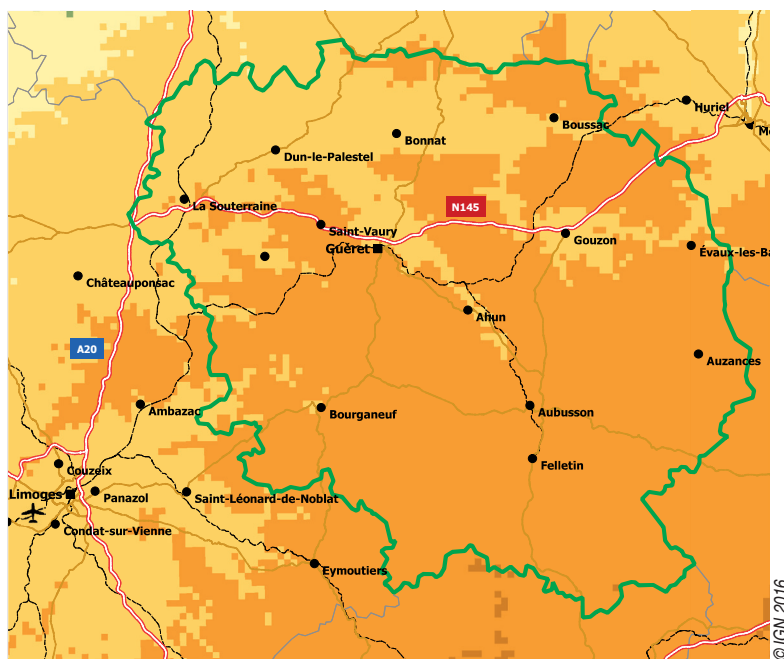
Claude Mallemanche, Insee

Un territoire de transition

La Creuse est adossée à l'extrémité nord-ouest du Massif Central et s'étend sur 5 565 km² (figure 1). Le relief forme un plan incliné qui s'élève progressivement depuis l'ouest et le nord, à proximité des plaines du sud de l'Indre et de l'Allier, jusqu'au plateau de Millevaches au sud-est. L'altitude varie de 200 à 930 m. Le climat, océanique dégradé dans la partie nord-ouest, devient plus rude et montagnard au sud. Le réseau hydrologique se rattache au bassin de la Loire. Il comporte de nombreuses rivières, dont la Creuse, le Thaurion et la Gartempe, mais aussi de multiples lacs. Celui de Vassivière au sud-ouest, est le plan d'eau le plus vaste du Limousin (1 000 ha).

Lieu de passage entre le sud et le nord de l'Europe, le département est parcouru d'ouest en est dans sa partie nord par la RN 145, et bordé à l'ouest par l'A 20 (Paris-Toulouse). Les infrastructures ferroviaires obéissent au même schéma : un axe nord-sud (ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse) qui dessert La Souterraine à l'ouest, et une liaison transversale Limoges-Guéret-Montluçon. La Creuse compte 2 arrondissements, 15 cantons et 259 communes.

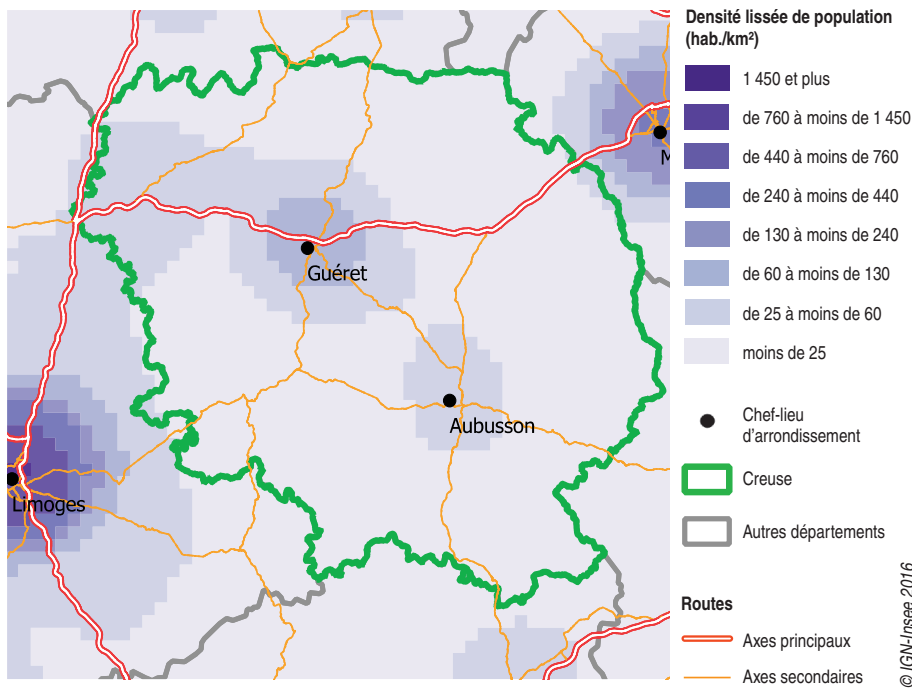
1 Géographie de la Creuse



Source : IGN 2016

2 Une emprise urbaine limitée

Carte lissée de densité de population de la Creuse en 2012



Source : Insee, Recensement de la population 2012

© IGN-Insee 2016

L'attractivité tempère le déclin démographique

Au 1^{er} janvier 2015, la Creuse compte 119 400 habitants, soit à peine plus de 2 % de l'ensemble de la nouvelle région. C'est le département le moins peuplé de l'Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes (ALPC), derrière la Corrèze et le Lot-et-Garonne. La densité de population ne dépasse pas 22 habitants par km², soit trois fois moins que dans l'ensemble régional (70 habitants /km²) (figure 2).

Depuis le pic de population atteint au milieu du 19^e siècle avec 287 000 habitants, le déclin démographique plus que séculaire amorcé avec un exode rural massif, se poursuit. Sur la période récente, la population se contracte de 0,5 % par an, soit une diminution de près de 650 habitants par an. Il s'agit de l'évolution démographique la plus défavorable de la région.

Cette baisse est due au seul solde naturel, largement déficitaire (-0,8 % par an). Ainsi, on dénombre, chaque année en moyenne, 1 000 décès de plus que de naissances. À l'inverse, le solde migratoire est positif : sa contribution à hauteur de + 0,3 % en moyenne annuelle, place la Creuse dans une position médiane parmi les départements de l'ALPC. Son attractivité lui permet de gagner 350 habitants par an au jeu des arrivées et des départs. Elle atténue la déprise démographique induite par la structure d'âge vieillie de la population.

Avec un âge moyen de 47,5 ans, les Creusois sont les habitants les plus âgés de l'ALPC (42,8 ans), devant ceux de la Dordogne (45,9 ans) et de la Corrèze (45,3 ans). Les moins de 20 ans représentent 18,7 % de la population, taux le plus faible de la nouvelle région (22,2 %). L'indice de vieillissement (rapport entre la population de 65 ans ou plus et celle de moins de 20 ans) s'établit à

1,49 contre 0,97 en ALPC. Les Creusaises en âge de procréer ont en moyenne 1,8 enfant, soit un indice conjoncturel de fécondité qui les place au 3^e rang des départements les plus féconds de l'ALPC.

Parmi les 34 460 familles du département, les couples sans enfant de moins de 25 ans sont majoritaires (52,6 %). Les familles monoparentales représentent plus de 28 % des familles avec enfant(s) soit la plus forte proportion des départements de la région.

Un parc ancien et un fort taux de résidences secondaires

Les maisons individuelles représentent 86,0 % des 87 178 logements recensés en 2012. C'est la plus forte proportion devant les Deux-Sèvres et la Dordogne, bien au-dessus de la moyenne de l'ALPC (71,4 %). À l'inverse, les résidences principales ne constituent que 66,0 % de l'ensemble du parc, taux le plus faible de l'ALPC. La part des résidences secondaires s'élève à près de 20,0 %, une des valeurs les plus élevées derrière la Charente-Maritime et les Landes. Le taux de vacance (13,7 %) est le plus important de la nouvelle région devant celui de la Corrèze. L'ancienneté du parc est la plus prononcée de l'ALPC : plus de la moitié des résidences principales datent d'avant 1946 et seulement 11,4 % sont postérieures à 1990.

Une économie surtout présenteielle

Au 31 décembre 2013, l'emploi total est estimé en Creuse à 41 200, soit 1,8 % de l'ensemble régional (figure 3). Il compte 32 800 salariés et 8 400 non salariés. Ces derniers représentent un emploi sur cinq, proportion la plus forte de l'ALPC. Le poids de l'agriculture, employant surtout des non salariés, explique en partie ce constat. Elle rassemble 11,9 % de l'emploi total, soit près de sept points de plus qu'en ALPC. Au niveau national, seul le Gers affiche un poids de l'emploi agricole plus élevé (12,0 %). Avec 6,5 % de l'emploi total, le secteur de la construction n'occupe plus qu'une place modeste, inférieure à la moyenne de l'ALPC (7,0 %). Il en va de même pour l'industrie (10,7 % contre 12,2 % en ALPC). Le tertiaire marchand est sous-représenté avec 31,7 % de l'emploi total, soit la plus faible proportion de l'ALPC (42,9 %), loin derrière la Charente (37,8 %). À l'inverse, le poids du secteur tertiaire non marchand (39,1 %) est le plus élevé de la région (32,9 %), devant la Haute-Vienne (37,2 %).

Fin 2013, la Creuse compte près de 12 900 établissements. La taille de ces unités est réduite : sept sur dix n'ont pas de salariés et seulement 4,5 % d'entre elles emploient dix salariés ou plus. Avec un taux de créa-

3 Des services marchands sous-représentés

Emploi selon le secteur d'activité en Creuse en 2013

	Emploi salarié au 31/12/2013	Emploi total au 31/12/2013		
		Creuse	ALPC	Part du département dans la région ALPC (en %)
Effectifs (en milliers)	33	41	2 330	1,8
<i>dont</i>				
Agriculture (en %)	2,2	11,9	5,0	4,2
Industrie (en %)	12,3	10,7	12,2	1,5
Construction (en %)	5,7	6,5	7,0	1,6
Tertiaire marchand (en %)	32,8	31,7	42,9	1,3
Tertiaire non marchand (en %)	47,1	39,1	32,9	2,1

Source : Insee, Estimations d'emploi localisées

4 La métallurgie et les biens d'équipement en tête

Les 10 principaux établissements employeurs en Creuse en 2013

Raison sociale	Tranche d'effectifs salariés	Activité	Commune
Dagard	250 à 499	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	Boussac
Altia La Souterraine	250 à 499	Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et équipements	La Souterraine
Sain-Gobain Eurocoustic	150 à 199	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	Genouillac
Sauthon Industries	150 à 199	Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements	Guéret
Alsapan	150 à 199	Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements	La Courtine
La Poste	150 à 199	Transports et entreposage	Guéret
GD	100 à 149	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	Guéret
France Fermetures	100 à 149	Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et équipements	Boussac-Bourg
Office public de l'habitat de la Creuse	100 à 149	Activités immobilières	Guéret
Carrefour hypermarchés	100 à 149	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	Guéret

Champ : établissements hors administration publique, défense, enseignement, santé humaine et action sociale

Source : Insee, Clap 2013

tion de 10,8 % en 2014, la dynamique de création est la plus faible des départements de l'ALPC.

Bovins viande et forêt

En 2013, la Creuse compte près de 4 400 exploitations agricoles. La majorité d'entre elles sont des moyennes ou grandes exploitations (58 %). La taille moyenne de ces dernières atteint 70 ha, soit sensiblement plus qu'en ALPC (47 ha), mais nettement en deçà de départements orientés vers les

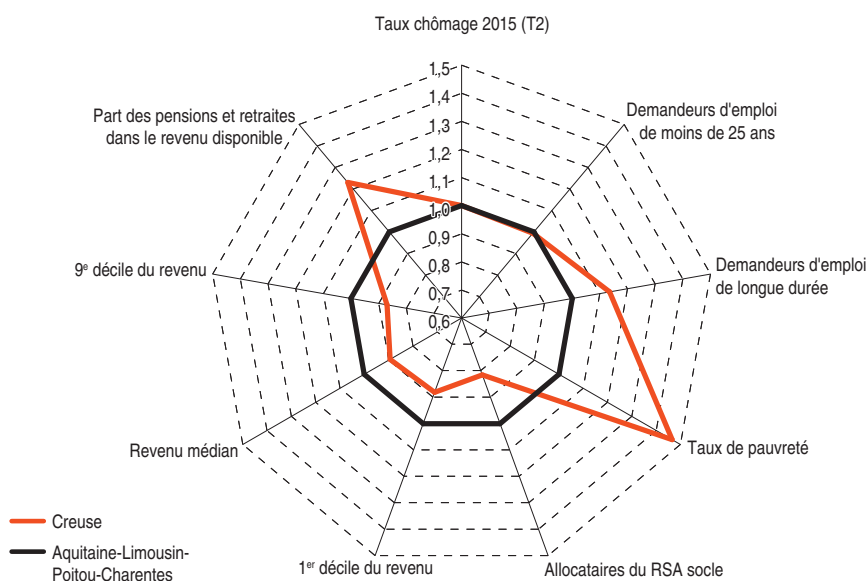
grandes cultures comme la Vienne (127 ha). Les prairies permanentes ou temporaires s'étendent sur plus de 270 000 ha soit 84 % de la surface agricole utilisée, tandis que les terres arables dépassent à peine 15 % (quatre fois moins que dans l'ensemble de l'ALPC). En effet, les trois quarts des exploitations sont orientées vers la production de bovins à viande, essentiellement de race limousine, mais aussi charolaise. Le cheptel bovin s'avère considérable : près de 430 000 têtes, dont 171 000 vaches nourrices, soit près de 20 % du troupeau allai-

tant de l'ALPC. La production d'ovins et caprins ne concerne pas plus de 8 % des exploitations. Celles qui sont dévolues aux bovins laitiers, aux porcins et volailles demeurent très minoritaires.

Avec 160 000 ha, la forêt couvre près de 30 % de la superficie du département et près de 6 % de la surface forestière de l'ALPC. Elle occupe surtout le sud et l'est du territoire, 95 % de sa surface est détenue par des propriétaires privés. Le massif forestier constitue une ressource écologique pour le département. Son exploitation plutôt extensive autorise des perspectives de développement, notamment autour du bois énergie.

5 Poids des retraites dans le revenu et taux de pauvreté élevés

Position relative de la Creuse par rapport à l'ALPC



Notes : - les indicateurs sont construits comme le ratio entre le département et la moyenne de la région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes. Un ratio supérieur à 1 indique que l'indicateur est plus élevé que la moyenne régionale.

- l'indicateur «Allocataires du RSA socle» concerne la part des personnes couvertes par le RSA socle (allocataire, conjoint et personnes à charge) parmi l'ensemble des personnes couvertes par le RSA au titre de décembre 2014.

- les indicateurs sur les demandeurs d'emploi (catégories A, B et C) concernent la part des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans (ou de longue durée) parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi au 31 décembre 2014.

Sources : Insee, taux de chômage localisés ; Pôle Emploi ; Dares ; Insee-DGFIP-CNAF-CNAV-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal 2012 ; CNAF, MSA

Une industrie assez diversifiée

Avec un peu plus de 4 000 salariés au 31 décembre 2013, l'industrie rassemble près de 13 % de l'emploi salarié total du département. Le tissu industriel se localise à proximité des axes de communication majeurs : la RN 145 au nord, et dans une moindre mesure, la RD 941 au sud. Les orientations sectorielles sont assez diversifiées et ne relèvent pas seulement de la dominante agricole et sylvicole. Ainsi, le secteur de la métallurgie, avec 950 salariés, soit près du quart des effectifs salariés de l'industrie, devance nettement les industries agroalimentaires (environ 600 salariés). Viennent ensuite la fabrication de machines et d'équipements (550 salariés), la réparation de machines et d'équipements (500 salariés), puis le travail du bois et la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique (autour de 400 salariés chacun).

Le plus gros établissement, *Dagard* (360 salariés) à Boussac fabrique du matériel frigorifique destiné à l'industrie agroalimentaire. *Altia* (330 salariés) repris par le groupe italien *GM et S Industry* à La

6 Un revenu médian inférieur de 11 % à la moyenne de province

Revenus et pauvreté en Creuse en 2012

	Creuse	ALPC	France de province
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	51,9	61,0	61,9
Revenu disponible par unité de consommation (en euros)			
1 ^{er} décile (D1)	9 538	10 819	10 593
Niveau de vie médian	17 301	19 360	19 402
9 ^e décile (D9)	30 083	34 620	35 071
Rapport interdécile D9/D1 *	3,2	3,2	3,3
Taux de pauvreté à 60 %	19,5	13,3	14,1

* Le rapport entre le niveau de vie au-delà duquel vivent les 10 % de personnes les plus aisées (9^e décile) et celui en deçà duquel vivent les 10 % les moins aisés (1^{er} décile) est un indicateur d'inégalités de niveau de vie.

Champ : population des ménages fiscaux ordinaires

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal 2012

Souterraine est un sous-traitant automobile qui livre des produits issus de l'emboutissage. Eurocoustic (180 salariés) à Genouillac produit des matériaux d'isolation. Sauthon à Guéret et Alsaplan à La Courtine sont les deux principaux établissements pour la fabrication de meubles (figure 4).

Aubusson est le berceau historique de la tapisserie. Cette activité de renommée mondiale remonte au 15^e siècle et fait appel à des savoir-faire exclusifs. Elle est inscrite depuis 2009 au patrimoine culturel et immatériel de l'humanité auprès de l'UNESCO. L'ouverture à l'été 2016 de la Cité internationale de la tapisserie devrait consolider la filière et l'inscrire dans le futur. À quelques kilomètres, Chagnat abrite le leader européen des codeurs optiques de haute résolution : Codechamp. Cette grosse PME familiale (50 salariés) conçoit et fabrique ses matériels pour des applications spatiales et militaires.

Tourisme, nature et culture

Châteaux, musées, sites naturels, parcs animaliers ou de loisirs, la Creuse dispose d'atouts pour séduire des touristes épris de nature et de culture. L'offre d'hébergement propose 720 chambres d'hôtel et près de 2 000 emplacements de camping, plutôt positionnés sur les gammes d'accès et intermédiaire. En 2014, près de 130 000 nuitées ont été enregistrées aussi bien dans les hô-

tels que les campings, avec 40 % de clientèle étrangère dans ces derniers. Le secteur de l'hôtellerie-restauration regroupe 2,0 % de l'emploi salarié, soit près de 650 personnes.

Équilibre entre les trois versants de la fonction publique

Au 31 décembre 2013, les effectifs globaux de la fonction publique en Creuse atteignent 11 300 postes. Les trois versants apparaissent relativement équilibrés.

La fonction publique d'État (4 000 postes) regroupe 35,4 % de l'emploi public contre 41,3 % en ALPC. Avec la Dordogne et les Deux-Sèvres (32,3 % et 33,1 %), c'est l'un des départements où cette part est la plus mesurée. L'éducation avec 2 000 postes absorbe plus de la moitié des volumes de la fonction publique d'État, loin devant l'intérieur (600 postes) et la défense (400 postes).

La fonction publique territoriale (3 900 postes) représente 34,5 % de l'emploi public. C'est une des plus faibles proportions au sein de l'ALPC (36,2 %). Les effectifs se répartissent entre 2 700 postes relevant des organismes communaux et 1 200 du département.

Avec 3 500 postes, la fonction publique hospitalière rassemble 31,0 % de l'emploi public. Il s'agit d'un des taux les plus élevés avec la Haute-Vienne (31,5 %), la moyenne de l'ALPC s'établit à 22,5 %. Les Creusois

peuvent bénéficier d'un réseau d'hôpitaux publics de proximité (2 600 postes), complété par des établissements médico-sociaux et d'hébergement pour personnes âgées (800 postes).

Prégnance du chômage de longue durée et de la pauvreté

En 2014, le taux de chômage annuel moyen, s'établit à 9,6 % de la population active (figure 5). Il place la Creuse en position médiane parmi les départements de l'ALPC, à égalité avec les Landes et la Haute-Vienne. Au 31 décembre 2014, 8 500 demandeurs d'emploi de catégories A, B et C sont inscrits à Pôle emploi. Parmi eux, la part des jeunes de moins de 25 ans ne dépasse pas 16 %, proportion conforme à celle de l'ALPC. Cependant, les jeunes étant sous-représentés au sein de la population active creusoise, un taux identique traduit des difficultés accrues pour accéder à l'emploi. Par ailleurs, 47,2 % des demandeurs d'emploi le sont depuis un an ou plus, proportion la plus élevée des départements de l'ALPC (41,6 %), devant la Haute-Vienne (46,8 %).

En 2013, 7 % de la population bénéficie de la CMU, proportion la plus élevée de la région avec la Haute-Vienne. En 2012, près d'une personne sur cinq se trouvait en situation de pauvreté, contre moins d'une sur sept en ALPC (figure 6). La structure des revenus composés à près de 40 % de pensions de retraites, souvent agricoles et modestes, n'explique pas l'intégralité de ce différentiel. En effet, quel que soit l'âge, la pauvreté est plus fréquente en Creuse qu'ailleurs.

Un peu plus de la moitié des ménages fiscaux étaient imposés en 2012 contre 61 % en ALPC. Le revenu annuel médian par unité de consommation (17 300 euros), est inférieur de 11 % à celui de l'ALPC (19 360 euros). Les 10 % les plus modestes perçoivent moins de 9 540 euros en Creuse, soit 12 % de moins qu'en ALPC (10 800 euros). À l'autre extrémité, les 10 % les plus aisés disposent de plus de 30 000 euros, soit 13 % de moins qu'en ALPC (34 600 euros). La relative faiblesse de coût du logement permet néanmoins d'atténuer ce constat. ■

Insee Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes
5 rue Sainte-Catherine
BP 557 - 86020 Poitiers Cedex

Directrice de la publication :
Fabienne Le Hellaye

Rédactrice en chef :
Nathalie Garrigues

Mise en page :
Atelier Graphique - Limoges

ISSN en cours (version papier)
ISSN en cours (version numérique)
© Insee 2016

Pour en savoir plus :

- Ferret J.-P., « 5 844 177 habitants en Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes au 1^{er} janvier 2013 », Insee Analyses Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes n° 1, janvier 2016
- Beaudemoulin C., Châtel F., « Regard sur la pauvreté en Creuse », Insee Flash Limousin n° 19, décembre 2015
- Ferrand C., Gautreau M.-P., Zamor K., Zampini C., « En 2014, le déficit naturel du Limousin se réduit », Insee Flash Limousin n° 13, juillet 2015
- À paraître dans la collection Insee Analyses Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes : les portraits à grands traits des autres départements de la région

